

Les propositions américaines et soviétiques sont encourageantes, car une véritable réduction des armes offensives pourrait éviter toute évolution déstabilisatrice dans le domaine de la défense stratégique. Il importe cependant de ne pas compliquer les négociations soviéto-américaines en y intégrant les aspects complexes propres aux forces nucléaires des "États tiers". Dans le cadre de leurs pourparlers, les superpuissances ne pourraient se pencher sur les forces nucléaires des autres pays, mais elles ne pourraient pas non plus ne pas en tenir compte. Le problème doit être attaqué de front. M. Frye a d'ailleurs proposé une solution : après avoir ramené leurs arsenaux à un niveau bien défini, les superpuissances pourraient demander aux "États tiers" de s'en tenir à un pourcentage précis de ce niveau. Si un État tiers, en ajoutant des armes à sa panoplie nucléaire, venait à dépasser le pourcentage fixé, la superpuissance visée aurait le loisir de déployer un nombre d'armes équivalent. En adoptant cette formule, a dit M. Frye, on préparait le terrain pour des négociations sérieuses avec Paris, Londres et Pékin.

M. Frye a également souligné qu'il était important de respecter les règles de décompte établies, afin qu'un traité soit conclu plus rapidement. Il s'est dit encouragé par le fait que Moscou a reconnu la nécessité d'abaisser les seuils limites applicables aux véhicules de lancement et aux ogives. En vertu du Traité SALT I, les bombardiers ne transportant aucun missile de croisière avaient la même valeur qu'un missile balistique à ogive unique. Aux termes des accords SALT II, un bombardier équipé de missiles de croisière était considéré comme l'équivalent d'un missile transportant 20 têtes multiples indépendamment guidées (MIRV). M. Frye avait bon espoir qu'un déblocage se produirait à Genève, dans la mesure où l'on acceptait ces règles de décompte et où les États-Unis et l'Union soviétique étaient sincèrement disposés à réduire les arsenaux nucléaires.

2. Élaboration de la position soviétique :

L'orateur suivant, M. Oleg Bykov, Directeur adjoint de l'Institut pour l'économie mondiale et les relations internationales à Moscou, a dit que les propositions de l'Union soviétique à Genève marquaient un réel progrès et que M. Gorbachev était résolu à enrayer la "course nocive aux armements". La présentation de M. Bykov portait sur les aspects "nouveaux ou controversés" des propositions soviétiques relatives à la limitation des armements. Les négociateurs soviétiques avaient proposé d'interdire toutes les armes spatiales, y compris les armes anti-satellites (ASAT) et les systèmes spatiaux de défense contre les missiles balistiques.